

# Rapport financier trimestriel de Développement économique Canada pour les Prairies pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022

**Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes**

## Introduction

Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le [Budget principal des dépenses](#) et le [Budget supplémentaire des dépenses \(B\)](#). Il a été préparé par la direction, tel qu'exigé par l'article 65.1 de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#) (LGFP) et selon les modalités prescrites par le Conseil du Trésor. Il n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

## Autorisations, mandat et activités de programme

Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan) a pour mandat de développer et de diversifier l'économie des Prairies et de faire valoir les intérêts de cette région dans les politiques, les programmes et les projets économiques nationaux. Le Ministère remplira ce mandat en travaillant avec des clients et des partenaires dans le cadre de ses quatre rôles d'investisseur, de conseiller, d'éclaireur et de rassembleur.

PrairiesCan exerce ses activités en vertu de la *Loi sur la diversification de l'économie de l'Ouest canadien*, qui est entrée en vigueur le 28 juin 1988. En tant que ministère fédéral, PrairiesCan est dirigé par un ministre et un administrateur général (président).

Plus d'informations à propos des autorisations, du mandat et des activités de programme de PrairiesCan sont présentées dans le [Plan ministériel](#) et le Budget principal des dépenses.

## Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du Ministère accordées par le Parlement et utilisées par le Ministère, conformément au Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice 2022-2023. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Le Ministère utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel.

Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

### **Structure financière**

Les dépenses de PrairiesCan sont réparties sous deux crédits :

- Crédit 1 – Les dépenses de fonctionnement nettes comprennent les salaires et les autres coûts de fonctionnement (p. ex. le transport et les communications; les services professionnels et spéciaux).
- Crédit 5 – Les subventions et contributions comprennent tous les paiements de transfert.

Les autorisations législatives budgétaires représentent les paiements effectués en vertu de la législation approuvée par le Parlement, et incluent des éléments comme la part assumée par le gouvernement du Canada dans les régimes d'avantages sociaux des employés et d'autres éléments mineurs.

### **Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs**

La section suivante met en évidence les changements importants aux résultats trimestriels en date du 31 décembre 2022.

#### **État des autorisations : Crédit 1 – dépenses de fonctionnement nettes**

Le total des autorisations disponibles pour l'exercice 2022-2023 est de 50,2 millions de dollars, ce qui est comparable aux 50,2 millions de dollars pour 2021-2022. Les variations entre les exercices sont attribuables :

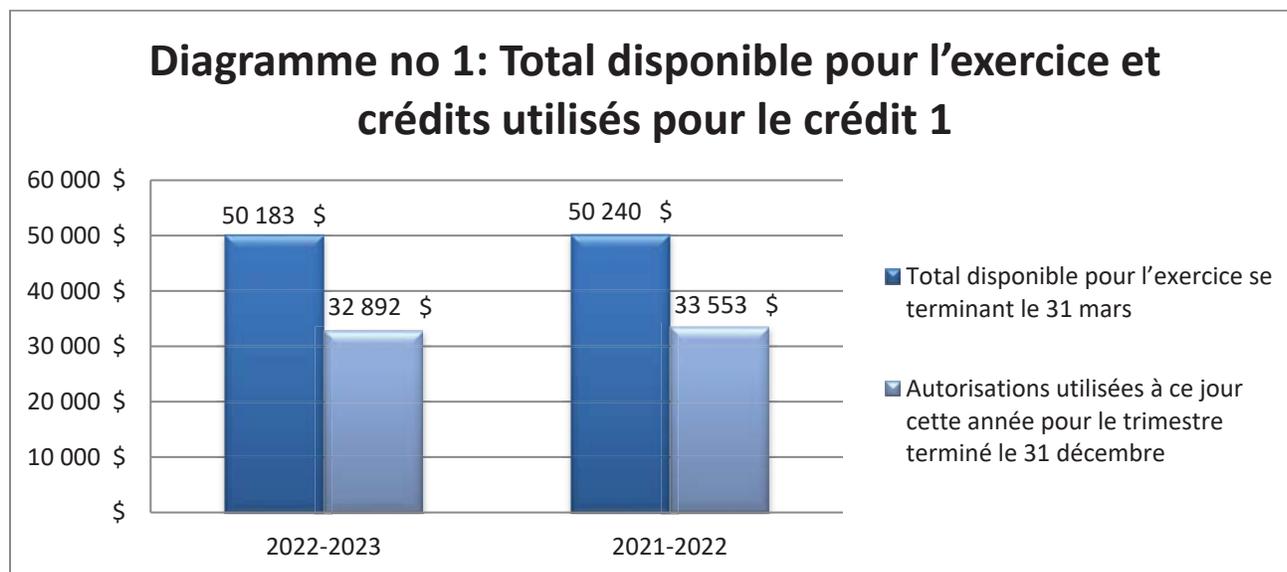
- à une augmentation de 2,6 millions de dollars du financement du Fonds d'aide au tourisme annoncé dans le budget de 2021;
- à une augmentation de 2,1 millions de dollars du financement du Fonds canadien de revitalisation des communautés annoncé dans le budget de 2021;
- à une augmentation de 1,7 million de dollars du financement du Fonds pour l'emploi et la croissance annoncé dans le budget de 2021;
- à une augmentation de 0,9 million de dollars du financement des programmes annoncés dans le budget de 2021;
- à une augmentation nette de 0,6 million de dollars des ajustements mineurs liés à la négociation collective et au report du budget de fonctionnement;
- à une diminution de 3,8 millions de dollars pour l'achèvement du Fonds d'aide et de relance régionale visant à soutenir les entreprises et les opérateurs touristiques confrontés à des difficultés en raison de la COVID-19;
- à une diminution de 3,0 millions de dollars du financement pour l'achèvement du programme visant à investir dans une économie de l'Ouest diversifiée et en croissance, annoncé dans le budget de 2019;
- à une diminution de 1,1 million de dollars du financement lié à la Stratégie de relance économique du secteur aérien.

Le total des autorisations utilisées jusqu'à maintenant a diminué, passant à 32,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022, comparativement à 33,5 millions de dollars au 31 décembre 2021. La diminution de 0,6 million de dollars, soit -2 %, s'explique

principalement par le transfert du personnel de la région de la Colombie-Britannique de PrairiesCan à PacifiCan à la suite de la restructuration de Diversification de l'économie de l'Ouest et de la création de PacifiCan en août 2021.

Le diagramme 1 illustre le total des autorisations disponibles pour l'exercice et les sommes utilisées à la fin du trimestre.

(en milliers de dollars)



### **État des autorisations : Crédit 5 – subventions et contributions**

Pour l'exercice 2022-2023, les sommes affectées aux autorisations s'élèvent à 507,6 millions de dollars, soit une diminution nette de 86,0 millions de dollars, ou 20%, par rapport à la somme de 421,6 millions de dollars pour l'exercice 2021-2022. L'augmentation nette est attribuable :

- à une augmentation nette de 81,1 millions de dollars en raison du moment choisi pour le transfert de crédits réputés à PacifiCan;
- à une augmentation nette de 81,1 millions de dollars du financement du Fonds d'aide au tourisme annoncé dans le budget de 2021;
- à une augmentation de 75,1 millions de dollars du financement du Fonds pour l'emploi et la croissance annoncé dans le budget de 2021;
- à une augmentation de 63,7 millions de dollars du financement du Fonds canadien de revitalisation des communautés annoncé dans le budget de 2021;
- à une augmentation de 30,0 millions de dollars du financement destiné à Churchill;
- à une augmentation nette de 17,4 millions de dollars du financement pour l'Initiative canadienne de transition pour l'industrie du charbon, annoncée dans le budget de 2018;
- à une augmentation de 12,9 millions de dollars du financement destiné aux contributions remboursables;
- à une augmentation de 5,0 millions de dollars du financement de l'Initiative de transport aérien régional;

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022

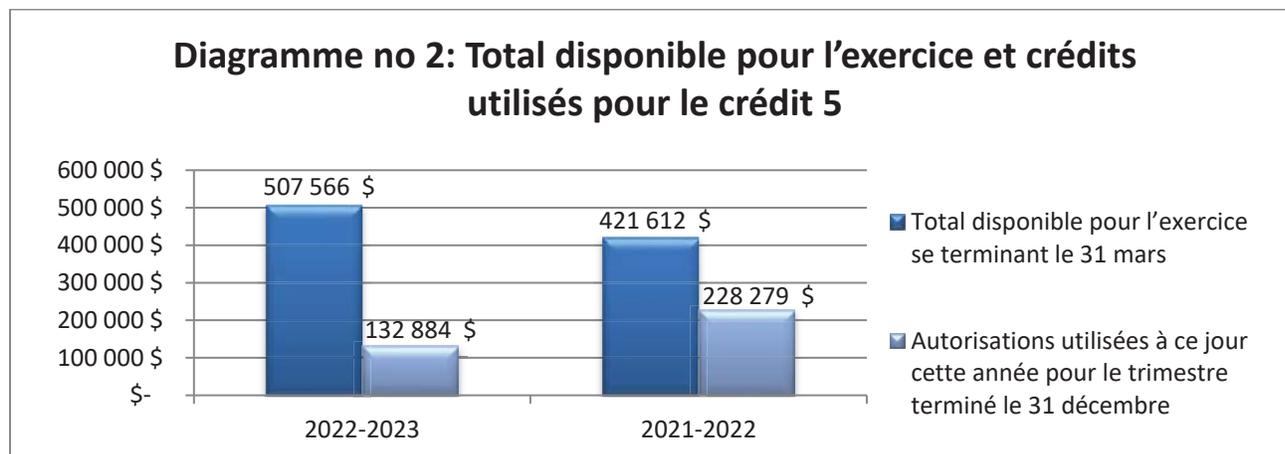
- à une augmentation nette de 3,0 millions de dollars du financement du Fonds pour l'entrepreneuriat des communautés noires;
- à une augmentation de 2,6 millions de dollars du financement visant à soutenir la stratégie quantique annoncée dans le budget de 2021;
- à une augmentation de 1,3 million de dollars du financement lié au Centre du patrimoine de la GRC;
- à une diminution nette de 211,4 millions de dollars du financement pour l'achèvement du Fonds d'aide et de relance régionale;
- à une diminution de 37,2 millions de dollars pour le financement de l'Initiative de relance régionale de l'aérospatiale annoncée dans le budget de 2021;
- à une diminution de 29,4 millions de dollars du financement pour l'achèvement du programme visant à investir dans une économie de l'Ouest diversifiée et en croissance, annoncé dans le budget de 2019;
- à une diminution de 5,0 millions de dollars du financement pour l'achèvement du complément du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest annoncé dans le budget de 2017;
- à une diminution nette de 1,7 million de dollars du financement pour des transferts et d'autres ajustements de fonctionnement mineurs;
- à une diminution de 1,5 million de dollars du financement pour l'achèvement du Programme de politique international;
- à une diminution de 1,0 million de dollars du financement pour le transfert à ISDE et les initiatives nationales de science médicale, de recherche et de développement.

Le total des autorisations utilisées jusqu'à maintenant pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022 a diminué, passant à 132,9 millions de dollars, comparativement à 228,3 millions de dollars au 31 décembre 2021. Cette diminution de 95,4 millions de dollars, ou -42 %, est attribuable :

- à une augmentation de 21,3 millions de dollars des paiements visant à rétablir le service ferroviaire à destination de Churchill, au Manitoba;
- à une augmentation de 7,0 millions de dollars des paiements à l'appui de l'Initiative canadienne de transition pour l'industrie du charbon;
- à une augmentation nette de 5,7 millions de dollars des paiements effectués au titre du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest en raison de nouvelles initiatives annoncées dans le budget de 2021;
- à une augmentation nette de 5,0 millions de dollars des paiements effectués au titre du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest en raison de nouvelles initiatives annoncées dans le budget de 2021;;
- à une augmentation de 2,3 millions de dollars des paiements pour le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires;
- à une diminution de 132,1 millions de dollars pour l'achèvement des paiements de transfert du Fonds d'aide et de relance régionale visant à aider les entreprises de l'Ouest canadien à faire face aux difficultés financières résultant de la COVID-19;
- à une diminution de 4,6 millions de dollars pour les différences de calendrier des paiements versés aux partenaires du réseau;

Le diagramme 2 illustre le total des autorisations disponibles pour l'exercice et les sommes utilisées à la fin du trimestre.

(en milliers de dollars)



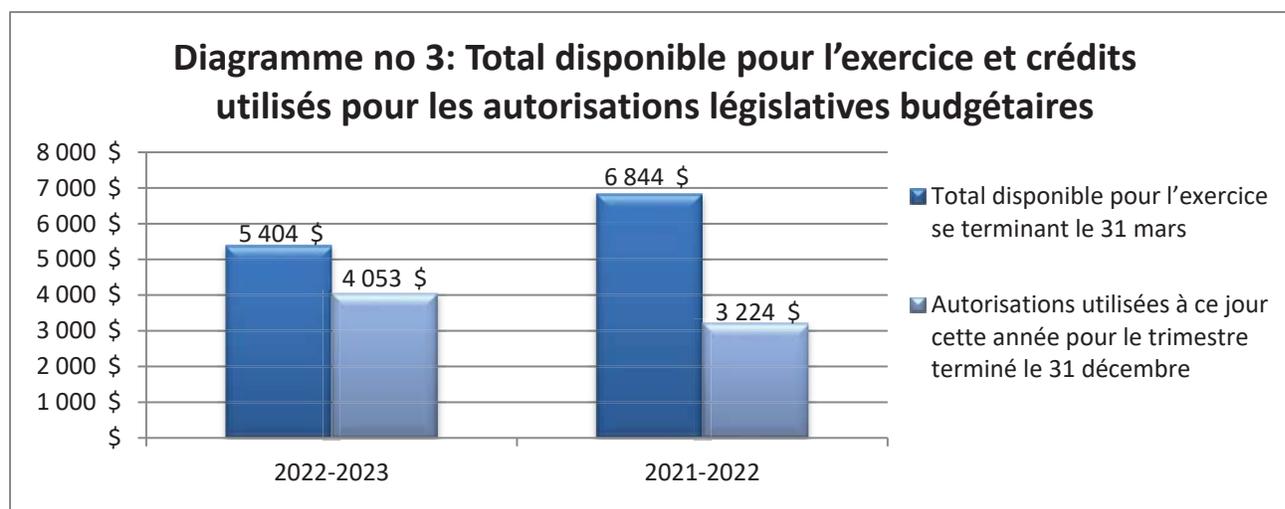
### État des autorisations : autorisations législatives budgétaires

Les autorisations législatives budgétaires disponibles pour l'exercice 2022-2023 ont atteint 5,4 millions de dollars, ce qui constitue une diminution de 1,4 million de dollars par rapport à la somme de 6,8 millions de dollars pour l'exercice 2021-2022. L'écart est attribuable à un transfert de crédits réputés à Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan).

Les autorisations législatives budgétaires utilisées pour l'exercice 2022-2023 ont atteint 4,1 millions de dollars, ce qui constitue une augmentation de 0,9 million de dollars par rapport à la somme de 3,2 millions de dollars pour l'exercice 2021-2022.

Le diagramme 3 illustre le total des autorisations disponibles pour l'exercice et les autorisations utilisées à la fin du trimestre.

(en milliers de dollars)



### **État des dépenses ministérielles budgétaires par article courant**

Les dépenses par article courant pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022 s'élevaient à 79,2 millions de dollars, ce qui reflète une augmentation de 25,4 millions de dollars, ou 47 %, par rapport à la somme de 53,8 millions de dollars au 31 décembre 2021.

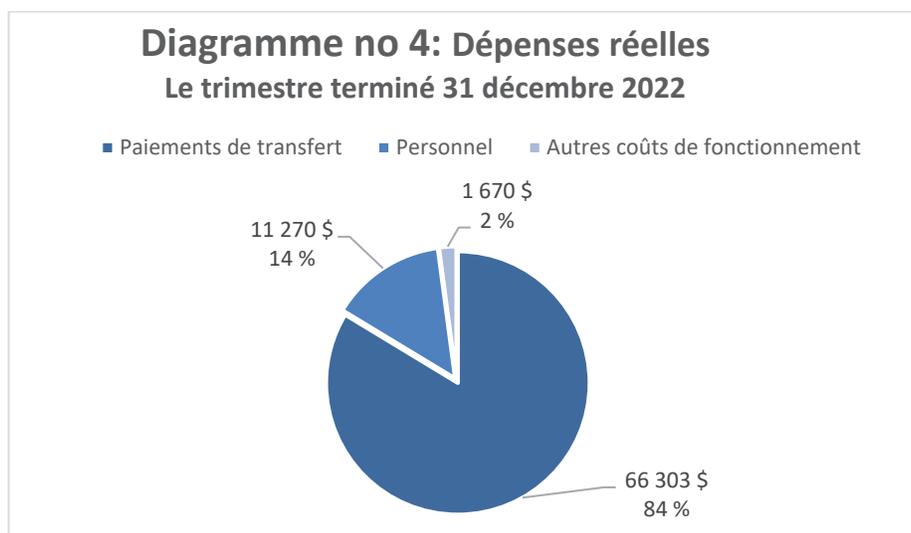
L'écart est largement attribuable :

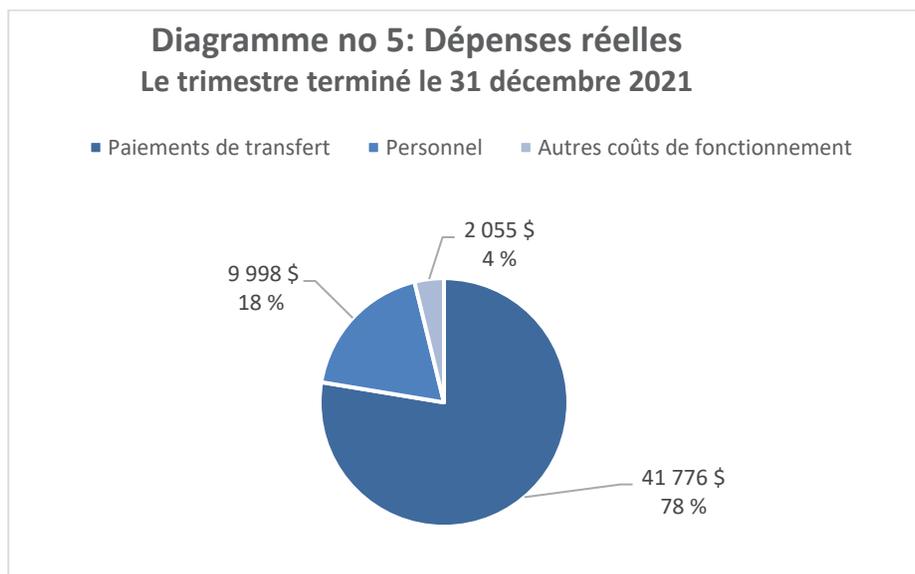
- à une augmentation nette de 10,1 millions de dollars des paiements effectués au titre du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest en raison de nouvelles initiatives annoncées dans le budget de 2021;
- à une augmentation de 6,6 millions de dollars des paiements à l'appui de l'Initiative canadienne de transition pour l'industrie du charbon;
- à une augmentation de 5,6 millions de dollars des paiements visant à rétablir le service ferroviaire à destination de Churchill, au Manitoba;
- à une augmentation de 4,7 millions de dollars pour les différences de calendrier des paiements versés aux partenaires du réseau.
- à une augmentation nette de 2,2 millions de dollars des paiements effectués au titre du Programme de diversification de l'économie de l'Ouest en raison de nouvelles initiatives annoncées dans le budget de 2021;
- à une augmentation nette de 0,9 million de dollars provenant d'autres ajustements mineurs;
- à une augmentation de 0,8 million de dollars des paiements pour le Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires;
- à une diminution de 5,5 millions de dollars pour l'achèvement des paiements de transfert du Fonds d'aide et de relance régionale visant à aider les entreprises de l'Ouest canadien à faire face aux difficultés financières résultant de la COVID-19;

De plus amples renseignements se trouvent dans la section État des autorisations, Crédit 1 et Crédit 5 ci-dessus.

Les diagrammes 4 et 5 illustrent les dépenses réelles à la fin du trimestre.

*(en milliers de dollars)*





## Risques et incertitudes

Le Ministère gère l'affectation de ressources dans un cadre bien défini de responsabilisation, de politiques et de procédures comprenant un système approprié de budgets, de rapports et d'autres contrôles internes pour gérer ses activités dans les limites des ressources disponibles et des autorisations parlementaires.

PrairiesCan réalise chaque année un exercice d'évaluation des risques dans le cadre de son approche globale de gestion des risques. Avant la pandémie de COVID-19, PrairiesCan n'a pas cerné de risques financiers importants dans son évaluation du risque annuelle.

En réponse à la pandémie de COVID-19, PrairiesCan avait relevé des risques accrus à l'échelle des entreprises, notamment des risques pour la santé physique et mentale des employés, des cyberrisques et des risques dus à la rapidité d'exécution des programmes pour obtenir en temps utile des fonds pour les Canadiens touchés économiquement par la COVID-19. PrairiesCan a recours à des mesures d'atténuation fondées sur les risques, comme la planification de la continuité des activités, la planification de la santé et de la sécurité au travail et les stratégies de gestion des personnes; un système solide de systèmes de réseau comprenant une signature cryptée, des protocoles de sécurité électronique et du matériel mobile pour utiliser la connectivité à distance; et des évaluations des risques, des processus de gouvernance, la cartographie des processus et la séparation des tâches lors de la mise en œuvre des programmes.

Développement économique Canada pour les Prairies

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022

## Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Le 31 octobre 2022, Diane Gray est devenue présidente de PrairiesCan.

### Approbation de la haute direction

Approuvé par :



---

**Diane Gray**  
Présidente

*Edmonton (Canada)*

*Date : le 20 février 2023*



Digitally signed by: Cheema,  
Sundeep  
DN: CN = Cheema, Sundeep  
C = CA O = GC OU = WD-  
DEO  
Date: 2023.02.08 11:20:20 -  
08'00'

---

**Sundeep Cheema**  
Dirigeant principal des finances

## État des autorisations (non vérifié)

Exercice 2022-2023 (en milliers de dollars)

Autorisations	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement nettes	50 183 \$	11 589 \$	32 892 \$
Crédit 5 – Subventions et contributions	507 566	66 303	132 884
Autorisations législatives budgétaires			
Régimes d'avantages sociaux des employés	5 404	1 351	4 053
<b>Autorisations budgétaires totales</b>	<b>563 153 \$</b>	<b>79 243 \$</b>	<b>169 829 \$</b>

Exercice 2021-2022 (en milliers de dollars)

Autorisations	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021*	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2021	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement nettes	50 240 \$	11 064 \$	33 553 \$
Crédit 5 – Subventions et contributions	421 612	41 776	228 279
Autorisations législatives budgétaires			
Régimes d'avantages sociaux des employés	6 844	989	3 221
Droits des agences de recouvrement			3
<b>Total autorités</b>	<b>478 696 \$</b>	<b>53 829 \$</b>	<b>265 056 \$</b>

\*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

## Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié)

Exercice 2022-2023 (en milliers de dollars)

Dépenses	Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2023*	Dépenses durant le trimestre terminé le 31 décembre 2022	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Personnel	42 545 \$	11 270 \$	32 068 \$
Transports et communications	1 596	345	671
Information	1 540	97	285
Services professionnels et spéciaux	8 963	1 355	3 660
Location	1 670	109	401
Services de réparation et entretien	921	107	119
Services publics, fournitures et approvisionnements	550	22	54
Acquisition de matériel et d'outillage	1 802	251	585
Paiements de transfert	507 566	66 303	132 884
Autres subventions et paiements		(60)	236
Revenus et réductions	(4 000)	(556)	(1 134)
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>563 153 \$</b>	<b>79 243 \$</b>	<b>169 829 \$</b>

Développement économique Canada pour les Prairies

Rapport financier trimestriel pour le trimestre terminé le 31 décembre 2022

**Exercice 2021-2022** (en milliers de dollars)

<b>Dépenses</b>	<b>Dépenses prévues pour l'exercice terminé le 31 mars 2022*</b>	<b>Dépenses durant le trimestre terminé le 31 décembre 2021</b>	<b>Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre</b>
Personnel	42 181 \$	9 998 \$	31 428 \$
Transports et communications	1 014	105	130
Information	960	216	288
Services professionnels et spéciaux	8 453	1 292	3 588
Location	1 305	208	503
Services de réparation et entretien	936	0	0
Services publics, fournitures et approvisionnements	518	24	64
Acquisition de matériel et d'outillage	1 717	246	591
Paiements de transfert	421 612	41 776	228 279
Autres subventions et paiements	0	(36)	185
<b>Dépenses budgétaires nettes totales</b>	<b>478 696 \$</b>	<b>53 829 \$</b>	<b>265 056 \$</b>

*\*N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.*